

M. Blenkarn: Que les États-Unis!

M. Peterson: . . . l'Allemagne de l'Ouest qui a enregistré un recul de 2 p. 100 dans le nombre d'emplois réels.

M. Blenkarn: Et les États-Unis alors?

M. Peterson: J'aimerais bien que les députés qui veulent réduire le déficit en sabrant dans nos dépenses sociales se mettent d'accord en nous indiquant dans quels programmes ils voudraient que nous pratiquions des compressions.

M. Blenkarn: Et Canadair et de Haviland alors?

M. Peterson: Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), l'amuseur public par excellence de l'opposition officielle, a déclaré qu'une fois au pouvoir les conservateurs allaient adopter la ligne dure. Au dépins de qui, je vous le demande? Cela fait six mois que nous les entendons parler des perspectives économiques du Canada. Monsieur le Président, lorsqu'on relit les comptes rendus, on s'aperçoit que l'opposition officielle propose plus de 150 nouveaux programmes. Et nulle part pratiquement, on ne trouve mention des compressions qu'ils seraient prêts à pratiquer. Les conservateurs sont des opportunistes et des hypocrites de la pire espèce. S'ils estiment mériter la confiance des Canadiens, qu'ils leur proposent des solutions de rechange valables. Mais qu'ont-ils proposé au fait? Au bout du compte, on s'aperçoit qu'il n'ont aucune politique véritable. On entend, par exemple, le député de Saint-Jean-Ouest nous dire qu'il est plus ou moins d'accord avec le ministre des Finances ou bien alors que les conservateurs savent fort bien ce qu'ils feraient, mais qu'ils ne nous le diront pas de crainte que nous fassions profiter les Canadiens des mesures qu'ils prendraient. Ils gardent leurs idées pour eux. Ils croient que nous profiterions de ces idées géniales pour aider nos concitoyens. Les conservateurs prétendent qu'ils détiennent les solutions, mais ils n'en soufflent mot pour pouvoir marquer des points sur l'échiquier politique aux prochaines élections. Je ne passe pas le plus clair de mon temps à penser aux prochaines élections. Je dis donc aux conservateurs de nous faire part des mesures qu'ils prendraient pour aider les chômeurs.

Mais avant de terminer sur ce chapitre, j'aimerais citer certaines données qui figuraient dans le *Globe and Mail* de ce matin. On parlait, dans un article, du pourcentage des dépenses sociales par rapport au produit intérieur brut dans les sept plus grands pays du monde. L'Allemagne de l'Ouest consacre 31.5 p. 100 de son produit intérieur brut aux dépenses sociales. Le Canada n'en consacre que 21.7 p. 100, c'est-à-dire à peine plus que les États-Unis. Le Japon arrive bon dernier avec 17.5 p. 100. Lorsque nous nous comparons aux autres pays, nous nous rendons compte forcément que nous ne dépensons pas trop pour nos programmes sociaux. Quand je vois tous ces chômeurs je n'ai guère envie de recommander la réduction des dépenses sociales, à la recherche du saint Graal, d'une solution conservatrice consistant à accroître les dépenses, à diminuer le déficit et à créer plus d'emplois que nous n'en créons déjà. Les Canadiens ne seront pas d'accord.

Le budget—M. Peterson

● (1710)

Examinons certaines des mesures prévues dans le budget. J'approuve ce que le ministre des Finances (M. Lalonde) a fait là pour la petite entreprise, surtout en accordant le tarif d'imposition à taux réduit à un plus grand nombre de petites entreprises. Ces dernières ont prouvé qu'elles pouvaient créer de nouveaux emplois. Nous confions de l'argent aux petites entreprises qui ont été le moteur de la création d'emplois. Nous verrons ces efforts porter fruit. J'apprécie également qu'on cherche à encourager davantage la participation des travailleurs en leur permettant d'acheter des actions dans l'entreprise et de participer aux bénéfiques. Ces deux dispositions font partie intégrante des mesures visant le secteur de l'entreprise.

On a fait preuve de bon sens à l'égard des pensionnés. Ce sont les personnes âgées qui ont les besoins les plus pressants surtout les célibataires dont la plupart sont des femmes qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté. En majorant de \$50 le supplément de revenu garanti, nous aidons directement ces personnes d'une façon très concrète. Si l'opposition a des critiques à formuler, ce sera, je l'espère parce que nous n'en avons peut-être pas fait assez pour que le revenu de ces personnes âgées soit davantage aligné sur le seuil de la pauvreté. Le seuil de la pauvreté devrait être considéré comme le minimum vital dans un pays qui possède autant de ressources et de moyens. Comment pourrait-on croire que les personnes qui atteignent l'âge de la retraite après avoir contribué à bâtir notre société se satisfont parfaitement de vivre en dessous du seuil de la pauvreté?

J'apprécie les efforts déployés par le ministre pour que les régimes de pension privés et le Régime de pensions du Canada répondent mieux aux besoins financiers considérables auxquels il faudra satisfaire au fur et à mesure que notre population vieillira. C'est un problème d'une grande complexité, mais je crois qu'on a pris là d'excellentes mesures. Je félicite le groupe d'étude présidé par le député de Sudbury (M. Frith) pour ses recommandations que nous retrouvons dans le budget. Je me réjouis particulièrement de voir que ces dispositions seront plus équitables envers les femmes, surtout celles qui vivent seules, et qui auront droit aux prestations de survivant et au partage obligatoire des régimes de pension en cas de séparation. Par le passé, nous avons été témoins de nombreuses injustices à cet égard. Je me réjouis particulièrement de voir que la dévolution sera de deux ans plutôt que de dix. Les régimes de pension privés doivent devenir transférables. Reste à voir si le secteur privé saisira l'occasion que lui offre le budget. Si les entreprises du secteur privé et le secteur des assurances ne prennent pas les initiatives voulues pour élargir le rôle des régimes de pension privés dont bénéficient actuellement seulement 10 p. 100 des travailleurs, le gouvernement n'aura d'autre choix que d'élargir les régimes de pension publics. Nous avons hâte de voir ce que le secteur privé fera des possibilités que lui offre le budget.